

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°19779 - 76EME ANNÉE

LA PLUS GRANDE ENQUÊTE D'OPINION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU MONDE RÉVÈLE QU'UNE MAJORITÉ DE LA POPULATION EST FAVORABLE À UNE ACTION D'ENVERGURE



« Peoples' Climate Vote » une enquête menée par le PNUD, dont les résultats ont été traités par l'Université d'Oxford, reflète l'avis de plus de la moitié de la population mondiale. Soixante-quatre pour cent des personnes interrogées considèrent les changements climatiques comme une urgence mondiale, et ce, malgré l'actuelle pandémie de COVID-19.

es résultats du Peoples' Climate Vote (le Vote populaire pour le climat), la plus grande enquête d'opinion jamais organisée dans le monde sur les changements climatiques, sont publiés aujourd'hui. Dans le cadre de cette enquête, qui couvre 50 pays abritant plus de la moitié de la population mondiale, ce sont notamment plus d'un demi-million de jeunes de moins de 18 ans qui ont été interrogés, un public clé dans le domaine des changements climatiques, qui ne peut généralement pas encore voter aux élections.

Les résultats détaillés, ventilés par âge, genre et niveau d'instruction, seront communiqués aux gouvernements du monde entier par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui a organisé ce sondage innovant en collaboration avec l'Université d'Oxford.



Dans de nombreux pays participants, c'est la première fois qu'un sondage d'opinion à grande échelle est réalisé sur le thème des changements climatiques. L'année 2021 sera décisive pour l'engagement des pays en faveur de l'action pour le climat, étant donné qu'un cycle de négociations important se déroulera lors du Sommet sur le climat de l'ONU en novembre à Glasgow, au Royaume-Uni.

Dans cette enquête, il a été demandé aux répondants si les changements climatiques constituaient une urgence mondiale et s'ils soutenaient dix-huit politiques climatiques clés dans six domaines d'action : l'économie, l'énergie, les transports, l'alimentation et l'agriculture, la nature et la protection des populations.

Il ressort de l'enquête que les personnes interrogées souhaitent l'adoption de politiques climatiques plus vastes que celles appliquées actuellement. Par exemple, dans huit des dix pays couverts enregistrant le plus gros volume d'émissions dans le secteur de l'énergie, la majorité des répondants se sont dits favorables au développement des énergies renouvelables. Dans quatre des cinq pays présentant le plus haut taux d'émissions liées au changement d'affectation des terres et pour lesquelles suffisamment de données ont pu être recueillies sur les préférences en matière de politiques, la majorité des personnes interrogées ont affirmé être favorables à la conservation des forêts et des terres. Neuf des dix pays abritant les populations les plus urbanisées sont pour une utilisation accrue de voitures et d'autobus alimentés à l'énergie propre ou du vélo.

Achim Steiner, l'Administrateur du PNUD, a déclaré : « Peu importe d'où ils viennent, les citoyens s'accordent sur le fait que les changements climatiques constituent une urgence mondiale. Le Vote populaire pour le climat révèle également que les habitants de la planète sont conscients de l'envergure de l'action nécessaire, depuis l'agriculture sans incidence négative sur le climat jusqu'à la protection de la nature, en passant par l'investissement dans une relance verte. Le Vote populaire pour le climat confère aux pays un mandat clair, à savoir la conduite d'une action d'envergure pour le climat, avec le soutien du public. »

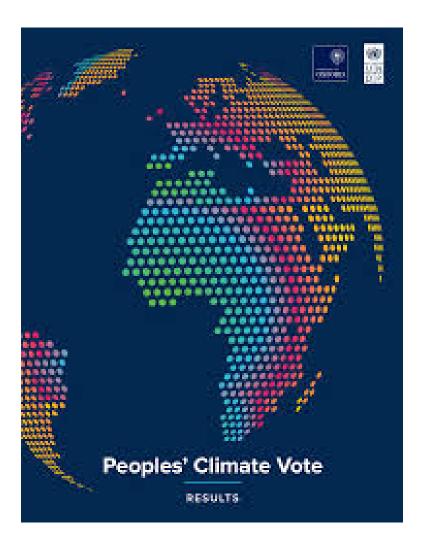
Cette enquête innovante a été diffusée à travers des plateformes de jeux mobiles, afin de pouvoir toucher des publics généralement difficiles à atteindre lors des sondages, comme les jeunes de moins de 18 ans. Les experts de l'Université d'Oxford ont pondéré l'immense échantillon de répondants afin qu'il soit représentatif des profils de population dans les pays sondés pour ce qui est de l'âge, du genre et du niveau d'instruction, ce qui a permis d'aboutir à une marge d'erreur de seulement +/- 2 %.

Les politiques proposées ont rencontré un franc succès, les plus populaires étant la préservation des forêts et des terres (soutenue par 54 % du public), le développement de l'énergie solaire, éolienne et renouvelable (53 %), l'adoption de techniques agricoles sans incidence négative sur le climat (52 %) et davantage d'investissements dans les entreprises et les emplois verts (50 %).

Le Professeur Stephen Fisher, de la Faculté de sociologie de l'Université d'Oxford, a déclaré : « Cette enquête – la plus grande enquête d'opinion jamais réalisée sur les changements climatiques – nous a montré que les plateformes de jeux mobiles permettaient non seulement d'atteindre beaucoup de monde, mais aussi de sonder différents types de personnes dans un éventail diversifié de pays. Le Vote populaire pour le climat nous a permis d'accéder à une manne de données sans précédent sur l'opinion publique. Les citoyens sont bien plus conscients de l'urgence climatique qu'on ne le pensait. Nous avons également pu constater que la plupart des gens souhaitaient clairement l'adoption de politiques fortes et d'envergure. »

L'enquête a révélé un lien direct entre le niveau d'instruction des personnes et leur souhait qu'une action soit menée pour le climat. Les personnes ayant fréquenté une université ou une école supérieure étaient en très grande majorité conscientes de l'urgence climatique, que ce soit dans des pays à faible revenu comme le Bhoutan (82 %) et la République démocratique du Congo (82 %) ou dans des pays riches tels que la France (87 %) et le Japon (82 %).

Pour ce qui est de l'âge des répondants, les plus jeunes (moins de 18 ans) ont davantage tendance à considérer les changements climatiques comme une urgence que les personnes plus âgées. Néanmoins, d'autres groupes d'âge ne sont pas loin derrière, avec 65 % des personnes âgées de 18 à 35 ans conscientes de cette urgence, 66 % des celles âgées de 36 à 59 ans et 58 % des plus de 60 ans, ce qui montre à quel point cette problématique s'est aujourd'hui popularisée.



Une année de transition pour le nouveau pacte vert de la Corée du Sud



En 2021, la crise COVID-19 est toujours d'actualité. De nombreux pays connaissent une troisième vague de la pandémie. Les pics épidémiques et les nouvelles souches de COVID et leurs effets sur l'économie politique et la société en général compromettent le Programme 2030 et les objectifs de développement durable. Il est urgent de mettre en place une réponse et une reprise bien coordonnées au niveau mondial.

L'idée du nouveau pacte vert remonte au New Deal (« Nouvelle donne ») de l'ancien président américain Franklin D. Roosevelt. On attribue souvent au journaliste Thomas Friedman le mérite d'avoir été le premier à réclamer une nouvelle donne verte en 2007. À cette époque, il devenait évident que le défi du changement climatique nécessiterait une approche globale, et il n'existait pas de solution miracle politiquement appropriée.

Un nouveau pacte vert combine l'approche économique de Roosevelt, menée par le gouvernement et à l'échelle de la société à l'époque de la Grande Dépression, et des technologies modernes permettant la transition vers des économies bas carbone.

Si les effets de la pandémie sur la santé, l'économie et la société exacerbent l'urgence liée au climat et à la préservation de la nature, ils offrent également la possibilité d'une reprise intelligente accompagnée d'une restructuration fondamentale et de grande envergure de secteurs clés. Il est économiquement judicieux d'élaborer des plans de relance écologiques et de viser une transition socialement inclusive, à faible taux d'émission et résistante aux changements climatiques.

Cette année pourrait être cruciale pour une reprise mondiale verte et inclusive, axée sur les énergies renouvelables et les emplois verts, et qui garantisse la protection sociale des plus vulnérables.

LE NOUVEAU PACTE CORÉEN

Le gouvernement sud-coréen a réagi en instaurant le nouveau pacte vert, qui prévoit d'investir environ 144 milliards de dollars afin de créer 1 901 000 emplois d'ici 2025. Celui-ci se concentre sur un nouveau pacte numérique et un nouveau pacte vert, avec un soutien aux politiques général destiné à renforcer l'emploi et les filets de sécurité sociale.

La Corée a identifié dix projets clés allant de la mobilité verte aux soins de santé intelligents. Il prévoit la participation des gouvernements central et local pour renforcer l'innovation et l'emploi au sein de l'économie régionale, la moitié des fonds étant investis en dehors de Séoul.

Le nouveau pacte vert se concentre sur les énergies renouvelables, les infrastructures vertes et le secteur industriel. Son programme de subvention aux voitures vertes offre jusqu'à 17 millions de dollars de subventions aux personnes faisant l'acquisition de voitures électriques en 2021 et jusqu'à 33,5 millions de dollars pour les véhicules électriques à pile à combustible.

En décembre 2020, la Corée du Sud a soumis à la CCNUCC sa stratégie de neutralité carbone pour 2050 et ses CDN, qui comprennent la stratégie à long terme du pays pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

LES DÉFIS DE LA COVID-19

Si la Corée a généralement été en mesure de répondre efficacement à la COVID-19 grâce à un traçage rigoureux des cas-contacts et d'autres dispositifs, la pandémie a engendré des pics successifs. Près de 79 000 Sud-Coréens ont été infectés, et plus de 1 400 sont décédés. Désormais, le gouvernement prévoit d'offrir le vaccin gratuitement à ses citoyens.

L'économie coréenne a réussi à rester largement ouverte pendant la pandémie. Néanmoins, de nombreuses personnes, parmi lesquelles des petites entreprises et des travailleurs indépendants, ont souffert du ralentissement économique. Avec le nouveau pacte, le gouvernement vise à poursuivre les plans de relance destinés aux petites entreprises et aux particuliers. En mars, le gouvernement lancera le fonds K-New Deal, d'une durée de cinq ans, qui vise à investir 3 500 milliards de dollars en 2021, dont 35 % seront financés par le secteur public et 65 % par le secteur privé.

AGIR POUR LE CHANGEMENT

La Corée reste le quatrième importateur mondial de charbon et le troisième investisseur dans des projets liés au charbon à l'étranger. Sa stratégie de neutralité carbone pour 2050 mettant l'accent sur la suppression progressive de toutes les centrales au charbon ou la transition au gaz naturel liquéfié d'ici 2050, la Corée tend vers une accélération drastique des technologies propres.

Les prochains mois seront riches en événements. Le nouveau pacte, décliné en trois volets, sera mené par le secteur privé et soutenu par le gouvernement. La Corée dispose d'une infrastructure informatique et d'une compétitivité numérique exceptionnelles. Elle est de plus en plus reconnue comme un leader mondial dans le domaine de la recherche et du développement, avec une base de consommateurs complexe qui encourage l'innovation technologique et les partenariats, tels que celui qui lie le PNUD avec Samsung. Les entreprises internationales s'inspirent des projets clés du nouveau pacte pour identifier des possibilités d'entrée sur le marché et d'expansion. Les pays en développement veulent tirer les leçons de la politique de redressement post-COVID-19 de la Corée.q

ÉDITO

L'AÉROPORT SEUL PORTE D'ENTRÉE DU VIRUS QU'IL FAUT AUJOURD'HUI CONTRÔLER

Hier encore, des manifestants ont tenté de filtrer le rond point de Gillot. Ils ont été accueilli par des CRS. L'action citoyenne ne doit pas masquer l'inaction des autorités.



Le SRAS-COVID est un virus. Il est très contagieux, mais ce n'est qu'un virus. Et un virus ne se déplace pas tout seul. IL se déplace de personne en personne. Et pour nous il a été introduit dans l'île. Notre seul porte d'entrée sur l'extérieur est l'aéroport. Il est donc certain que c'est par l'aéroport que le virus est entré sur l'île.

Quand la mesure de confinement a été décidée à l'échelle nationale, la première mesure a été la fermeture de l'aéroport. Cette mesure a permis de freiner l'arrivée du Covid dans l'île, mais nous a aussi démontré que nous n'étions pas si dépendant de l'aéroport pour notre vie quotidienne. Mais l'aéroport a été réouvert en grand, et le pire des crimes est la grande campagne de communication pour signifier qu'à la Réunion, les Français confinés pourraient passer des vacances en toute liberté.

Aujourd'hui que l'épidémie repars comme fin aout, les autorités refusent de contrôler véritablement l'aéroport. Ils parlent de motif impérieux, mais comment peut on croire que plus de 2000 personnes juste hier ont des motifs impérieux. Même plus grave, on refuse de stopper les vols pour Mayotte alors que l'épidémie connait actuellement un taux de prévalence hors norme. Nous sommes submergé de témoignage de personne soit ayant passé le pseudo contrôle sans encombre, soit n'ayant pas été du tout contrôlé. Et que dire du suivi de quarantaine, il ne convient même pas d'en parler tellement il est ridicule. Il se limite à un texto dix jours après l'arrivée.

Pendant ce temps la, l'Inde, la Nouvelle Zélande, Maurice, la Nouvelle Calédonie, la Corée et plein d'autre pays ont fermé voir filtré très sévèrement leur accès aérien. Et pendant ce temps la, la vie a repris son cours normal et non masqué en Nouvelle Calédonie ou à Maurice. Il faut sans attendre appliquer strictement ce qui a marché ailleurs et de cesser de faire des Réunionnais les cobayes de pseudo apprentis sorciers.

"Une erreur ne devient une faute grave que lorsqu' on ne veut pas en démordre" Ernst Jünger

Nou artrouv'
David GAUVIN

2070: VERS LA FIN DE L'ESPÈCE HUMAINE?



Ce n'est pas une question métaphysique mais bien une réalité scientifique. Depuis plusieurs années, la quantité et la qualité des spermatozoïdes diminuent de manière inquiétante, chez l'homme occidental. La communauté scientifique tire la sonnette d'alarme, mais le degré de conscience sur ce problème reste très bas. D'où la question : allons-nous vers le déclin programmé de l'Homme ?

DES CHIFFRES QUI SE CONFIRMENT D'ANNÉE EN ANNÉE

Une importante étude, réalisée entre 1973 et 2011, sur des hommes des pays occidentaux (Europes, États Unis, Australie), a montré que la quantité de spermatozoïdes a diminué de plus de 50% en 40 ans ! D'environ 99 millions de spermatozoïdes par millilitre de sperme dans les années 70, on descend à 47 millions dans les années 2010. La qualité aussi est en cause. Cette vaste étude a été rendue publique en 2017.

En juillet 2018, Santé Publique France, sort son rapport concernant la France dans les termes suivants : « Les résultats reflètent une altération globale de la santé reproductive masculine en France, cohérente avec la littérature internationale ». Pour les français la diminution de spermatozoïdes atteint quasiment 53%. . Enfin, l'année dernière deux professionnels de santé, Brigitte-Fanny Cohen et Stéphane Droupy (urologue, chef de service, spécialiste de l'infertilité) ont publié l'ouvrage « Demain, tous infertiles ? » (First Editions, 2020.) dans lequel ils lancent l'alerte sur cette situation extrêmement grave et urgente.

Les chiffres dans les pays en voie de développement sont à l'heure actuelle peu ou pas connus, et en Occident seule la Finlande fait exception.

LE MODÈLE OCCIDENTAL EN CAUSE

Aucune étude réelle n'a été réalisée sur les causes de ce phénomène, mais quelques-unes sont néanmoins citées. Au banc des accusés, on retrouve toujours les mêmes : l'alimentation, la pollution, le tabac, l'obésité, le stress, l'alcool et puis, surtout, dans le cas présent les perturbateurs endocriniens (gel douche, parfums, insecticides, ...). Pour tenter d'enrayer ce phénomène, on doit donc faire attention à l'alimentation : mieux manger, consommer du « bio » le plus souvent possible et plus d'Oméga 3 (poisson, huile de lin, huile de colza, ...). Faire du sport aussi, avoir une hygiène de vie plus en adéquation avec la santé. Cependant, il nous sera difficile de lutter seul contre la pollution de l'air et le stress imposé par le rythme effréné de la société. Il nous sera difficile aussi de nous débarrasser de toutes ces choses qui participent à notre confort quotidien (crème corporelle, déodorant, ...). N'est-ce pas le modèle occidental qu'il faut remettre en cause ?

CONSÉQUENCE CATASTROPHIQUE POUR L'HUMANITÉ

Si cette tendance ne joue pas véritablement sur la composition actuelle des familles, elle inquiète sur le moyen-long terme. D'abord en ce qui concerne la qualité des spermatozoïdes qui affecte la santé de l'enfant à venir et de sa descendance. Ensuite, concernant la quantité. Si nous restons sur la courbe d'évolution, cela signifierait qu'en 2070, soit dans 50 ans, il n'y aura plus de production de spermatozoïde avec comme conséquence directe, la fin de la reproduction chez l'Homme, du moins naturellement. Une perspective pessimiste et inquiétante.

Julie Pontalba



Mézami, zot i koné in l'asosyasion la fé in prosé dovan tribinal administratif pou fé kass lo l'arété préfé dis lobligasyon pou bann marmaye pou mète lo mask dopi laz sizan dann lékol. Tribinal la done lo lassosyasio n tor, mèm li lété sézi an référé, pad si o fon, mé solman dsi la form. Astèr mi sipoz va sézi lo mèm tribinal déssi lo fon so foiissi.

Mé biensir, lo zour la plinte v'arivé, mèm lo zize administratif, mèm lo délégué la proféktir, mèm lo bann zavoka, mèm l'asosyasion i konète ar pa si so zafèr d'mask si li lé bon pou bann zanfan si lé pa bon. Sa i rapèml amwin bann zépidémi nou la konète : lépéi démi polio fitintan, lépidémi sikoun gounia, la gingn, é zordi lo covid 19 épi son varyan.

Sa i étone pa mwin! kan mwin la antann parl sida, mi rapèl pèrsone té i koné pa koman téi falé lite kont sa.zist in sèl zafèr toulmoun l'avépèr, é téi kroi téi fo pi toush la min pèrsone, téi fal épa tèrne an pi blik, téi falé pa non pli asiz dsi kivète Wc, téi falé pa boir dann vère lo sidaïke. Zordi dizon lé parèye, amwins k'in pé l'apré zoué in zé d'kouyon avèk nou. Va koète in zour mé kan ni koné pa ;

Mé lo vré zé d'kouyon sé bann moun l'avé lo pouvoir pou lite konte maladi-la é la pa fé é i kontinyé pa fèr -konm di l'ote avèk in pansman dsi in zanm do boi, wi guéri pa arien.. .Mé ofon toussa lé injust sa par raporte a nou, la pa nou l'amenn sa issi, mé sé nou k'va pèye lo san trant sink éro sak la poliss va bien vouloir trapé..Sé nou rényoné i pass pou d'moun danzéré..

Danzé piblik i sava vèye nout mor! Danzé piblik pou boire in kou avèk nout kamarade! danzé piblik pou sinploman ète in pé an parmi noute bann konpatriyote...Sak i rouv la porte zilo dê batan la pa danzéré zot,sak i trik bann motif sèryé la pa danzéré zot.Sak i gingn biyé bon marshé pou amenn zot virus issi la pa danzéré zot! Sak i vé rouv zot lotèl a toute fors lé insossan zot konm ti mouton i tète zot momon.

Kanssa va déside in kou ankète dsi la shène résponsabilité é konm k'i fo, pétète l'èr-la a trouv lo bon métode.. Mé siouplé, arète di sé nou l'otèr, nou bann zotoktone, nou bann rényoné nout nonbriy lé antéré issi. Lé pli fassl di sa é fé di sa, ké lité pou vréman kont la maladi

Justin



Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71ème année

Directeur de publication :

1944-1947: Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès; 1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977: Jean Slmon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél: 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433